

Éthiopiennes n° 103.

Littérature, philosophie, sociologie, anthropologie et art. 2e semestre 2019.

MIGRATION VÉNÉZUÉLIENNE ET REMIGRATION COLOMBIENNE

Par Dominique GREUSARD¹

L'histoire humaine, c'est l'histoire des migrations humaines. Elles ont eu lieu de tout temps et auront lieu tant qu'il y aura des hommes : depuis la préhistoire, avec *Homo erectus* puis *Homo sapiens*, qui ont conquis la Terre, il y a un million d'années puis 100 000 ans², jusqu'à la crise migratoire de 2015 et au-delà. Elles ont de multiples causes, économiques (le rêve américain...), politiques (diaspora[s] juive[s]), militaires (la guerre en Syrie...), climatiques (la longue désertification du Sahara³...), intimes (drame personnel...) ; de multiples portées, intercontinentales ou en sauts de puces ; de multiples formes, individuelle, familiale, massive, guerrière... Les relations migratoires entre le Venezuela et la Colombie sont un peu un modèle réduit de cette histoire.

Depuis plus de 20 000 ans, les populations amérindiennes venues par le détroit de Béring sont passées dans cette région, ou s'y sont installées, par l'isthme de Panamá, par les îles des Caraïbes ou en remontant depuis l'Amazonie. Au tout début du XVI^e siècle arrivent les conquistadors européens : Santa María la Antigua del Darién, au nord-ouest de la Colombie, est même la première ville (éphémère) qu'ils bâtissent sur le continent américain, en 1510⁴. Conséquence indirecte des guerres napoléoniennes, les Créoles se libèrent de la couronne espagnole pour fonder la Grande Colombie en 1819, réunissant Colombie, Venezuela, Équateur et Panamá actuels. Mais, à peine le libérateur Simon Bolivar est-il enterré, la « petite Venise » se sépare de la « terre de Colomb », en 1831.

L'attraction du pétrole

Or, en 1917, une découverte importante change le destin du Venezuela : le pétrole. En 1950, il est devenu le 4^e pays du monde pour le PIB par habitant⁵. La Colombie, dont l'économie est alors surtout agricole (avec notamment le café) est pauvre. À partir des années 60, beaucoup de

¹ Fundación Universitaria de Bellas Artes de Medellín, Colombie

² Ce sont bien sûr des ordres de grandeur. Les processus de dispersion et de métissage sont d'ailleurs complexes et se sont réalisés par vagues sur des dizaines de millénaires.

³ Longue : elle est probablement responsable de la migration des (proto) Wolofs et Sérères/Toucouleurs... depuis le Tagant il y a des milliers d'années, jusqu'aux conflits actuels du Darfour.

⁴ Ils avaient déjà fondé diverses villes dans les Caraïbes, à commencer par La Nueva Isabela sur l'île d'Hispaniola en 1498, puis après sa destruction par un ouragan, Santo Domingo en 1502, toujours capitale de la République dominicaine.

⁵ Derrière les États-Unis, la Suisse et la Nouvelle-Zélande.

Colombiens prennent la route de l'exil. En 2000, au moins 1,3 million d'entre eux, soit 4,5 % de la population⁶, sont expatriés, pour la plupart attirés par le miracle vénézuélien (43 %), les États-Unis (35 %) ou l'Espagne (11 %). Au Venezuela, la première destination des migrants colombiens est la région de

Maracaibo, ville champignon poussée sur la fièvre de l'or noir ; viennent ensuite les autres zones frontalières.

Les motivations économiques ne sont pas la seule raison de l'émigration colombienne. Le pays est dévasté par les guerres civiles. C'est, entre 1948 et les années 60, la période de la *Violence*, qui fait de

200 à 300 000 morts et 2 millions de déplacés à l'intérieur du pays ; puis, des années 60 jusqu'à la paix précaire signée avec les FARC en 2016 (et au-delà), celle du *Conflit armé interne*, qui fait 260 000 morts et plusieurs millions de déplacés : en 2016, on comptait 7,4 millions de personnes déplacées intérieures, triste record, devant la Syrie (6,3 millions) et loin devant l'Irak (3,6 millions). Et la source n'est toujours pas tarie... Durant toutes ces années, la population colombienne est en butte à plusieurs violences sauvages : des guérillas, des paramilitaires, des cartels de la drogue, de l'armée, de la police... À ce jeu, ce sont les paramilitaires qui se montrent les plus féroces⁷.

Le nombre de réfugiés colombiens au Venezuela du fait de ces conflits semble faible, au regard de l'émigration économique et plus encore à celui des déplacements internes : entre 2002 et 2012, moins de

18 000 demandes d'asile ont été enregistrées au Venezuela, dont seulement 3 000 acceptées (l'Équateur en a reçu pour sa part 55 000). En réalité, les Colombiens avaient peu de raisons de faire des démarches pour se voir reconnaître ce statut : le nombre de réfugiés de fait est estimé à 200 000, soit environ 28 % des Colombiens au Venezuela.

Telle est la situation lorsque survient la crise financière de 2008. Celle-ci va totalement la bouleverser, au Venezuela davantage qu'ailleurs. Avant le choc pétrolier de 1984, le cours du baril s'établissait autour de 20 dollars. En 1984, il flambe à près de 110 dollars, pour revenir autour de 35 dollars jusqu'en 2004. Il reprend alors une hausse vertigineuse jusqu'à 2008, où il frôle les 140 dollars, avant de plonger brutalement. Négocié autour de 95 dollars jusqu'en 2015, il oscille depuis autour de 55 dollars. Mais ce n'est pas le plus grave : la production vénézuélienne, qui tournait autour de 160 millions de tonnes par an dans les années 2000, tombe à 123 millions en 2016, puis s'effondre à 44 millions en 2018. La chute conjointe des cours et de la production plombe l'économie d'un pays fondée sur la

« monoculture » du pétrole, qui représente 90 % des exportations et

⁶ Mais certains avancent des chiffres plus élevés, jusqu'à 3 millions.

⁷ Ils sont responsables de 69,9 % des massacres attribués, de 58,5 % des assassinats sélectifs attribués, de 80,3 % des sévices et actes de cruauté extrême attribués entre 1980 et 2012.

50 % du budget de l'État. Finalement, les périodes de forte croissance et de récession prononcée ont alterné entre 1960 et 2014 (dernier chiffre connu) : si le PIB par habitant était au départ élevé, il n'a que peu progressé : de 12 500 dollars à 14 030 dollars (+ 12,6 %).

L'économie colombienne est quant à elle marquée par deux caractères : une croissance moindre, mais constante, portant le PIB par habitant de 2 340 à 7 700 dollars entre 1960 et 2018 (+229 %) ; et des inégalités colossales – les plus fortes d'Amérique latine (sous-continent déjà très inégalitaire) après le Brésil, dépassant même celui-ci entre 2008 et 2014.

Or, la répartition injuste des retombées du miracle vénézuélien amène au pouvoir Hugo Chávez en 1998. La politique d'investissement qu'il mène dans l'éducation, la santé, porte dans un premier temps ses fruits et réduit considérablement la pauvreté : le Venezuela accroît son attractivité.

Crise humanitaire et crise migratoire

À partir de 2013, entraînée par l'effondrement des cours du pétrole, l'économie vénézuélienne s'écroule, au moment même où le décès de Chávez porte au pouvoir Nicolás Maduro, loin d'avoir son charisme. Les années qui suivent sont celles de la descente aux enfers du pays, révélant la fragilité d'une économie fondée sur la rente pétrolière, et d'un régime qui la distribue de façon clientéliste : inflation galopante

(130 000 % en 2018), vétusté de l'infrastructure pétrolière et électrique, etc., pénurie alimentaire, de médicaments, de papier, pannes de courant géantes, coupures d'eau... Le PIB implose, perdant 4 % de sa valeur en 2014, 6 % en 2015, 16 % en 2016, 14 % en 2017, 18 % en 2018. Le chômage bondit, passant de 7,8 % en 2012 à 18 % en 2016. La crise est aggravée en 2017 lorsque Donald Trump bloque tout financement du Venezuela pour des raisons politiques.

Le dirigisme du régime en matière économique est incapable d'enrayer cette spirale infernale. Il s'accompagne en outre d'une corruption endémique et d'un autoritarisme politique : quand l'opposition, unie de l'extrême droite à l'extrême gauche au sein de la MUD (Table de l'unité démocratique), remporte les élections législatives de 2015, Nicolás Maduro dépossède l'Assemblée de tout pouvoir, en convoquant une Constituante qui lui est soumise et en arrêtant plusieurs dirigeants de l'opposition. Beaucoup de chavistes rejoignent celle-ci, jugeant que l'héritage de Chávez est trahi. Économiquement et politiquement, le pays est totalement bloqué.

L'inversion du flux migratoire est la conséquence de la crise humanitaire et politique. En 2018, le Venezuela comptait 31,8 millions d'habitants recensés. Entre 2015 et 2019, ce sont 3,3 millions d'entre eux qui l'ont quitté : plus de 10 % de la population, qui s'ajoutent aux 700 000 Vénézuéliens émigrés avant 2015. Voici un tableau de leurs destinations, selon l'Organisation internationale pour les migrations⁸ :

Émigrés vénézuéliens en juin 2019, par pays d'accueil

| | | |
|----------|-----------|--------|
| Colombie | 1 300 000 | 32,5 % |
|----------|-----------|--------|

⁸ Ces chiffres sont déjà dépassés. En août 2019, Le Monde faisait état de 1,4 million en Colombie... ⁸ Sur ces 920 000 sorties du pays, 487 000 sont passés en (ou par) l'Équateur. Mais 243 000 migrants sont repartis au Venezuela, soit temporairement (il n'est pas exclu que certains soient comptés plusieurs fois), soit définitivement.

| | | |
|------------|-----------|---------|
| Pérou | 768 000 | 19,2 % |
| États-Unis | 290 000 | 7,3 % |
| Chili | 288 000 | 7,2 % |
| Équateur | 263 000 | 6,6 % |
| Espagne | 208 000 | 5,2 % |
| Brésil | 168 000 | 4,2 % |
| Autres | 715 000 | 17,9 % |
| Total | 4 000 000 | 100,0 % |

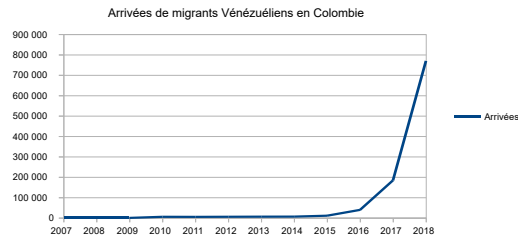
En regard des 49,9 millions d'habitants que compte la Colombie, les 1 300 000 Vénézuéliens représentent 2,6 % de la population ; c'est de loin le pays le plus impacté par le flux migratoire vénézuélien. Mais ce chiffre ne restitue pas tout à fait la réalité, pour 3 raisons :

- La plupart des migrants qui cherchent à aller en Équateur, au Pérou, voire au Chili, n'ont pas les moyens de prendre l'avion et transitent par la Colombie pour plus ou moins longtemps. Ainsi, pour la seule année 2018, 920 000 personnes transitant *par* la Colombie se sont ajoutées aux migrants *en* Colombie⁸. Or les conditions de séjour se sont peu à peu durcies : certains sont désormais refoulés à la frontière équatorienne.
- Un grand nombre de Colombiens installés au Venezuela à l'époque du miracle pétrolier sont revenus depuis la crise. Ils y étaient 722 000 en 2011, et la moitié d'entre eux pourrait être rentrée. Certains étaient partis il y a 30 ou 40 ans, ils n'ont plus d'attaches dans leur pays d'origine et ne sont pas mieux lotis à leur arrivée que les Vénézuéliens.
- La région frontalière partagée entre la Guajira colombienne et le Zulia vénézuélien est en partie wayuu, un peuple amérindien de la famille arawak (à 45 % pour la Guajira). Ce peuple est semi-nomade, les Wayuu colombiens passaient volontiers la frontière par la *trocha* (« sentier » de contrebande... qu'empruntent parfois des semi-remorques, non sans verser une dîme à des policiers « compréhensifs »). Aujourd'hui, leurs homologues du Zulia font le chemin inverse.

L'immigration concerne toutes les couches de la population, mais est plutôt masculine (52 %) et plutôt jeune (56 % de moins de 30 ans).

Elle s'installe en priorité dans les régions frontalières (389 000), puis à Bogotá (239 000), puis dans les départements de Barranquilla (106 000) et de Medellín (72 000). Le plus frappant est sa progression exponentielle :

Survivre



À tous les migrants vénézuéliens que j'ai rencontrés, j'ai posé la même question : pourquoi sont-ils partis ? La plupart ne sont pas politisés : s'ils sont remontés contre le madurisme, c'est pour sa faillite plus que par engagement politique. Ils expliquent que la vie n'est plus possible là-bas : une monnaie qui ne vaut plus rien, la difficulté à acheter de quoi manger ou se soigner même pour ceux qui en ont les moyens, les coupures d'eau ou de courant parfois pour plusieurs jours... Et quand de plus il s'agit de la vie de ses enfants... Les premiers temps, les parents les confiaient à leurs proches et envoyaient tout l'argent qu'ils pouvaient au pays. Maintenant, les enfants ne peuvent être abandonnés à ces conditions dramatiques et font partie du voyage. Certes, il y a aussi des réfugiés et des exilés politiques, ou parce qu'ils ne supportent plus un régime de plus en plus autoritaire (les cartes de rationnement, l'emploi... dépendent d'un « bon » comportement politique), ou parce qu'ils sont directement menacés pour leur activité politique. Luisa Ortega Díaz, ancienne procureure générale du Venezuela, chaviste opposée à la dérive autoritaire de Maduro, et son mari, le député Germán Ferrer, lui aussi chaviste, ont dû finir par s'exiler à Bogotá.

Mais s'ils partent pour une vie meilleure, ils passent à leur arrivée par des conditions d'existence souvent terribles. Il leur est très difficile d'obtenir des papiers (il n'y a même plus de consulat vénézuélien en Colombie) : 56 % sont en situation régulière, 23 % en attente de régularisation et 21 % en situation irrégulière. Et sans papiers, bien sûr pas de travail déclaré. Il faut donc se débrouiller. Les plus chanceux parviennent à trouver un emploi. Chanceux, les médecins et les avocats employés dans le lavage auto ou comme coiffeurs ? Ce sont en effet parmi les débouchés majeurs des migrants : 1 salon de coiffure colombien sur 2 emploie au moins un Vénézuélien. Quant aux vendeuses de *tinto* (café) qui parcourent les rues des villes et des bourgs colombiens, elles sont aussi maintenant en grande partie vénézuéliennes.

Pour les femmes s'ouvre une autre issue : la prostitution — ou plus généralement le travail sexuel. On considère que 1/3 des prostituées du pays sont aujourd'hui vénézuéliennes, et de fait, une enquête menée récemment à Bogotá conclut à une proportion de 32,6 %. Elles étaient caissière, infirmière ou cadre à Caracas ou Maracaibo, ont passé la frontière comme un produit de contrebande par la *trocha* — où elles ont été rançonnées par des policiers à l'affût, et se retrouvent dans les « *discotecas* » ou les « *tabernas* » d'Uribia, de Barranquilla ou de Medellín. La plupart d'entre elles se sont résolues à l'exil et à cette extrémité pour nourrir leurs enfants.

Et puis, il y a tous ceux et celles qui n'ont pas d'autre ressource que de quémander, seul ou en famille, une aide aux carrefours ou dans les rues. Pour l'équivalent de quelques centimes d'euros, ils proposent des sucreries, des coupures de millions de bolivars sans valeur (la monnaie vénézuélienne), lavent les pare-brise, etc. Certains rejoignent les centaines de milliers d'habitants

des rues colombiennes, qui survivent en mendiant un café et un petit pain aux consommateurs des *panaderías* (« boulangerie »), en recyclant les déchets avant le passage des éboueurs... ou en s'en nourrissant.

Cette vie souvent en marge n'est pas sans risques. À Medellín, entre janvier et septembre 1919, 11 Vénézuéliens ont été tués ; certains meurtres pourraient avoir pour cause le défaut de remboursement du *gota a gota* (« goutte à goutte », prêt usuraire à remboursement en principe quotidien). Dans la région du fleuve Catatumbo, les migrants sont la cible des groupes qui se combattent pour le contrôle du narcotrafic et des mines clandestines et les recrutent de gré ou de force, enfants compris.

L'État ou les municipalités ouvrent bien des points d'attention aux migrants pour les aider dans leur nouvelle vie, mais le soutien est limité : pas d'appui financier, assistance aux démarches de régularisation si les prérequis sont réunis, accès sans conditions aux services de santé seulement pour les urgences vitales, accès sans condition de régularisation à l'école primaire, mais nécessitant des papiers souvent impossibles à fournir pour le collège...

Trajectoires

Pour être plus concret, voici les exemples aléatoires de 6 migrants et de leur trajectoire⁹.

Octavio vendait du poisson sur le fleuve Apure à San Fernando, à 400 km au sud de Caracas. Âgé de 25 ans, il travaille de nuit dans un lavage auto de Medellín. Sa compagne est enceinte, ils attendent désespérément leur « légalisation » en Colombie. Octavio voudrait pouvoir entreprendre des études.

Chiqui est venue en avril 2019 avec toute sa famille de Valencia, à 170 kilomètres à l'est de Caracas. Elle a 22 ans. Grands-parents, mère, sœur et enfants s'entassaient dans un petit appartement de Medellín. Elle a trouvé du travail dans un « *grill* » (appelé ainsi pour la passerelle des strip-teaseuses) du centre de la ville. Au début, elle se contentait d'un rôle d'entraîneuse, mais le patron lui a rapidement imposé de choisir entre le strip-tease ou la prostitution dans les chambres de l'établissement, et si possible les deux (ce que les filles font généralement). Pour Chiqui, la question ne pouvait se poser : l'effeuillage était déjà inacceptable, et il a pourtant fallu l'accepter.

Jaime, 41 ans, célibataire, est colombien, originaire de Barranquilla et s'est installé en 2008 à Caracas, plus pour s'éloigner de son entourage que par motivation économique. Il y travaillait comme soudeur et n'avait quasiment plus de contacts avec sa famille. Lorsque la situation s'est dégradée, il a perdu son travail et s'est rapidement trouvé sans ressources : il ne pouvait même plus rentrer. Il a tenté de le faire en apprenant que sa mère était mourante, mais est arrivé après l'enterrement. Depuis son retour en mai 2019, Jaime a eu beaucoup de mal à retrouver un travail et ne parvient pas à s'y fixer : quand il n'a pas de petit boulot, il dépend de différents parents, eux-mêmes très pauvres, pour le gîte et le couvert.

Maiquel a 29 ans, *Paola* 30 ans et leur fille *Fernanda* 1 an. Elle était technicienne supérieure en informatique à Trujillo, à l'est du lac de Maracaibo ; lui, titulaire d'un master de

⁹ Leurs prénoms ont été modifiés.

droit, était employé au bureau du procureur de Caracas. Paola a ses papiers, qui lui donnent le « droit » de travailler sur des missions courtes. Le passeport de Maiquel n'est pas « tamponné » et pour être régularisé, il faudrait qu'il retourne le faire au Venezuela. Ils sont arrivés à Medellín en décembre 2018. Ils vivent dans une *residencia* (« chambre d'hôtel meublé »). La semaine, ils proposent des sucreries dans la rue, et le week-end, Jaime travaille au noir comme vigile dans une discothèque.

Comment les migrants sont-ils acceptés ?

Si on pense à la crise morale et politique que les mouvements migratoires provoquent en Europe (voire aux États-Unis) depuis une trentaine d'années et plus encore depuis leur pic de 2015, la relative facilité avec laquelle les Vénézuéliens sont acceptés en Colombie peut surprendre — contrairement à l'Amazonie brésilienne, où ils ont fait l'objet d'un rejet parfois violent. J'y vois plusieurs raisons :

- La première est que, si exceptionnel que soit ce flux migratoire pour l'Amérique du Sud, il n'atteint pas les niveaux constatés en Europe, même en Colombie où il représente 2,6 % de la population du pays.

- Même si les produits chinois inondent les *Todo a 1 000* et *Todo a 5 000* (« Tout à 30 cents » ou « Tout à 1,4 euro »...) des moindres bourgades de Colombie, le coût du travail est assez bas en Colombie pour que l'immigration vénézuélienne ne fasse pas résonner le séisme de la mondialisation (délocalisations, pertes d'emploi...).

- Cette acceptation peut faire penser à la manière dont les réfugiés syriens sont (très relativement) acceptés au Liban, au moins en comparaison avec la guerre civile qu'a déclenchée l'afflux de réfugiés palestiniens dans les années 60-70. Il y aurait aujourd'hui 1,5 million de réfugiés syriens pour une population libanaise évaluée à 6 millions :

25 %. En France, on compte 6,5 millions d'immigrés, dont 4,3 millions de non-Européens (6,5 % de la population) et 2,2 millions d'Européens (3,3 % de la population). Mais Syrie et Liban forment en réalité un même peuple, artificiellement séparé lors du démembrement de l'Empire ottoman. Il en va un peu de même des Vénézuéliens et des Colombiens, dont les souches de peuplement sont proches (créoles espagnols, métis, noirs, amérindiens), la situation religieuse voisine, l'histoire commune jusqu'à la mort de Simon Bolivar, et... la gastronomie en résonance. - La démographie voisine des deux pays, tendant à une stabilisation prévue vers 2060, éteint tout fantasme d'invasion par des populations exogènes.

- Une cinquième raison tient à la détestation entretenue par les Colombiens à l'égard du régime « socialiste » de Maduro. La faillite de celui-ci ne l'explique qu'en partie. Les médias colombiens, détenus par les grandes fortunes du pays, se chargent depuis longtemps d'enfoncer le clou, relayés par des églises évangéliques particulièrement rétrogrades et une partie de la hiérarchie catholique qui ne l'est guère moins. Cette propagande masquée ne vaut pas mieux que celles des médias vénézuéliens asservis au régime.

- La Colombie a beaucoup souffert des déplacements de population internes depuis 1948, avec les périodes de la Violence, puis du Conflit armé interne, aggravés par les exactions des

narcotrafiquants. Trois générations ont pris l'habitude des mouvements de populations et de la solidarité qu'elle impose.

- Septième et dernière raison, la pauvreté est telle, dans un pays aux inégalités dramatiques, que cela incite à la solidarité. C'est sans doute un paradoxe : on ne prête qu'aux riches, mais... les pauvres donnent plus volontiers.

Je n'en tire pas la conclusion qu'il y aurait une bonne immigration (immigrés de mêmes culture et religion que leur pays d'accueil) et une mauvaise immigration (d'une autre culture et/ou d'une autre religion). Ne serait-ce que parce que les mouvements migratoires sont avant tout des réalités : la prétention à faire « un barrage contre le Pacifique », à empêcher les migrations en emmurant les populations est tout bonnement illusoire. Ma conclusion serait plutôt que pour éviter les conflits, et pour les résoudre quand on ne les a pas évités, il faut d'abord faire l'effort de se comprendre, ensuite se parler, enfin trouver un modus vivendi maximisant les avantages de chacun. Dans le cas présent, personne de sensé ne peut croire ni en une immigration zéro ni en des frontières ouvertes à tous les vents. Le débat ne porte que sur la position du curseur. Ou plutôt des curseurs...

Est-ce à dire que tout le monde est beau et gentil ? Bien sûr, on entend aussi en Colombie les récriminations de tous les autochtones face à tous les immigrés :

- La délinquance vénézuélienne accroît la criminalité. Certes, quand ils sont désespérés, les faibles succombent plus facilement à la tentation que lorsqu'ils sont bien nourris ;

- Les Vénézuéliens acceptent des salaires ou des revenus inférieurs à beaucoup de Colombiens. Certes, voir son enfant souffrir de la faim incite à être plus souple vis-à-vis d'un employeur ou d'un client ; - Lorsqu'on demande si ces nouveaux résidents ne sont pas un facteur de croissance pour le pays, tombe la réponse : « Non, puisqu'ils envoient leur argent au Venezuela »... Certes, une raison récurrente pour émigrer est de soutenir les proches restés au pays, même on migre aujourd'hui davantage en famille.

Comme dans la parabole du cheval chinois, pour les uns et pour les autres, tout fait migratoire peut être un malheur qui se convertira en aubaine qui se convertira en nouveau malheur qui... Les migrations créent temporairement des tensions, mais sont aussi des régulateurs à terme plus profitables aux pays d'accueil qu'aux pays de départ.

Et les arguments hostiles n'entament pas la solidarité avec les cousins vénézuéliens : « tout le monde » continue à donner son obole aux errants des carrefours, parfois sans prendre ses bonbons... Signe de cette solidarité, le gouvernement d'Iván Duque, pourtant d'une droite extrême, donc peu partageuse, a généralisé en juin 2019 l'attribution de la nationalité colombienne aux enfants vénézuéliens nés en Colombie depuis 2015¹⁰, sans doute avec un peu de démagogie, mais sans qu'aucune voix ne le conteste. 24 000 enfants vénézuéliens, en perdant un peu de leur identité, vont pouvoir accéder sans barrières à la santé et à l'éducation. Ainsi va l'histoire des migrations.

¹⁰ Ce droit existait sous condition, mais est désormais automatique pour les enfants vénézuéliens.

Documentation

Banque mondiale, données (PIB par habitant, indice de Gini...)
(<https://donnees.banquemondiale.org/>)

Centro nacional de memoria histórica, *¡Basta Ya ! Colombia : Memorias de guerra y dignidad*, Imprenta nacional, 2013

(<http://www.centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2013/bastaYa/basta-ya-colombia-memorias-de-guerra-y-dignidad-2016.pdf>) Centro nacional de memoria histórica, *Cruzando la frontera: Memorias del éxodo hacia Venezuela - el caso del río Arauca*, CNMH, 2014
(<http://centrodememoriahistorica.gov.co/descargas/informes2015/nacion-desplazada/cruzando-la-frontera.pdf>) <https://prixdubaril.com>

Migración Colombia, *Todo lo que quiere saber sobre la migración venezolana y no se le han contado*, 2019

OCDE, *Migrations colombiennes*

(<http://www.oecd.org/fr/pays/colombie/45664881.pdf>)

Rocio Cara Labrador, « The venezuelan exodus », in *Council of foreign relations*, 08/07/2019
(<https://www.cfr.org/in-brief/venezuelan-exodus>) Vincent Geisser, « La question des réfugiés syriens au Liban : le réveil des fantômes du passé », in *Confluences Méditerranée*, n° 87, 2013
(<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-4-page-67.html>)